

Pour domestiquer les jeunes et les habituer au climat de guerre, Macron instaure le Service National Universel



[Source : les7duquebec.net]

Par Khider Mesloub

Dans cette période de marche forcée vers la guerre généralisée, illustrée par le réarmement massif des bourgeoisies occidentales et l'escalade militaire au Moyen-Orient, l'irruption de la guerre sur le continent européen (Ukraine), le régime macroniste œuvre sur le front du Travail qu'il compte militariser et criminaliser (le chômeur bénéficiaire du RSA sera désormais soumis au travail forcé et gratuit, et en cas de manquement il sera condamné à la privation de son allocation), mais également sur le front de la « Patrie », qu'il s'acharne à blinder et à armer, idéologiquement et militairement.



Le régime macroniste belliciste ne vient-il pas de voter un budget de 413 milliards d'euros de financement des Armées pour les sept années à venir, dans le cadre de la nouvelle Loi de programmation militaire en vue « de se préparer au retour des conflits de haute intensité » ? La plus importante hausse enregistrée depuis plus de 60 ans. Preuve du tournant militariste de l'État français en voie de durcissement autoritaire et de bellicisme forcené, les deux fondements constitutifs du fascisme.

Il est utile de rappeler que, pour imposer son ordre nouveau, le régime de Vichy instaure un état policier et une société militarisée. En juillet 1940, le nouveau régime de Vichy annonce la naissance des « groupements de jeunesse », qui deviendront, en janvier 1941, « les chantiers de la jeunesse », où tous les hommes de 20 ans passent obligatoirement huit mois. Lors de leur enrôlement, ces jeunes doivent soi-disant apprendre « L'amour du travail, de la discipline, de la patrie, du Maréchal et de son régime »... de fait, ils apprennent la haine, le sectarisme, la soumission et le nihilisme.



Aujourd'hui, en 2024, dans cette nouvelle ère marquée par la militarisation de la société et la caporalisation des esprits, fondements du fascisme, aux fins d'inculquer aux jeunes Français le respect aveugle de l'autorité, autrement dit, les valeurs par excellence des soldats aliénés de l'armée impérialiste, et surtout faire naître des vocations militaires chez les moins de 18 ans, le gouvernement Macron décide de réinstaurer le service militaire obligatoire, sous une nouvelle forme : le Service national universel (SNU). Le président Macron a annoncé en conférence de presse ce mardi 16 janvier que le gouvernement souhaitait aller « vers la généralisation du service national universel en seconde ». Ainsi, après plusieurs mois d'atermoiements, le gouvernement opte finalement pour un SNU obligatoire.

Le dispositif concernerait tous les jeunes âgés de 15 à 17 ans. Tous les élèves de seconde et ceux de première CAP de 6 départements devraient participer obligatoirement au SNU à partir de janvier 2024. Puis, un élargissement progressif à l'ensemble du territoire devrait avoir lieu.



Au mois de décembre dernier, sur le pont du porte-avions Charles-de-Gaulle, Macron avait martelé sa détermination à rapprocher étroitement la jeunesse de la chose militaire : « Je sais pouvoir compter sur les militaires pour faire face aux défis de renforcer les forces morales de la nation, en particulier de la jeunesse. »

Pour sa part, le Sénat, dans un rapport de juin 2022, définit clairement les réels objectifs du SNU. Il s'agit « dans une logique de contribution à l'esprit de défense, d'informer les jeunes des perspectives de carrière dans les armées et la gendarmerie, et des besoins des forces de réserves, la professionnalisation imposant un effort particulier pour susciter des vocations ». En d'autres termes, il s'agit d'une entreprise d' enrôlement et

de militarisation de la jeunesse. Une politique conforme au rapport de la mission pour la résilience nationale rendu à l'automne 2022, préconisant d'augmenter « la mobilisation des effectifs susceptibles d'intervenir en première ligne en cas de crise grave ».

Dans le cadre de la domestication de la jeunesse française, de l'appriovisoement et de l'habituatation au climat de guerre, ces adolescents, en intégrant le Service national universel, devront apprendre à se lever à l'aube, enfiler l'uniforme, participer à la levée du drapeau français, chanter La Marseillaise avant de se rendre à des activités diverses autour de « l'autodéfense et de l'engagement envers son gouvernement »... pourris et corrompu. Mais aussi s'intégrer dans des modules d'apprentissage sur des enjeux liés à la défense (ou à l'agression impériale), à la mémoire et à la transmission « des valeurs de la République » (c'est-à-dire valeurs bourgeoises françaises impérialistes et belliqueuses, les valeurs chauvinistes et réactionnaires réactivées dans un contexte de course à la militarisation de l'Europe).



L'instauration du SNU s'inscrit dans la politique de durcissement autoritaire et nationaliste chauvin impulsée par le régime totalitaire macroniste, qui a fait de la question de l'ordre (de la soumission aux intérêts des riches) à l'école une de ses priorités. Au reste, la généralisation du port de l'uniforme dans les établissements scolaires (écoles, collèges et lycées) répond à cet agenda d'enrégimentement de la jeunesse française.

Le gouvernement Macron entend discipliner la jeunesse et imposer les valeurs réactionnaires chauvinistes dans un contexte de militarisation de l'ensemble de la société en préparation de la guerre. Selon certaines sources, le gouvernement Macron « réfléchirait à interdire le passage du baccalauréat pendant 5 ans à quiconque refuserait de réaliser son Service National Universel ». Autrement dit, l'adolescent est sommé de s'enrôler dans le SNU, faute de quoi il sera condamné à la privation scolaire, à l'ignorance, au chômage.



Ces exercices militaires de SNU, encadrés par l'armée, seront bientôt une réalité pour les 800 000 lycéens. Une formation d'une durée de 12 jours sera imposée à tous les lycéens, et ce, sur le temps scolaire. La journée commencerait à 6 h 30 pour s'achever à 22 h 30, selon plusieurs sources. « Les rituels républicains (levée du drapeau, marseillaise...) font partie intégrante des éléments qui rythment et donnent un cadre à chaque journée », souligne l'une de ces sources.

Les jeunes devront porter un uniforme et le téléphone portable sera proscrit en journée, pour s'assurer que les jeunes ne soient pas distraits pour leur apprentissage des « valeurs républicaines » (de la bourgeoisie décadente française), selon le document officiel relatif au SNU.

Pour information, ces stages militaires ne sont pas ouverts aux journalistes. Les seules images diffusées sont celles de l'État. Aussi, pour connaître les réelles conditions du déroulement de ces stages militarisés, il faut s'en remettre aux témoignages des stagiaires. Un stagiaire interrogé par France Info a raconté son expérience :

« Ils ont fait une soirée et ils ont réveillé tout le monde avec une alarme incendie. Ils ont jeté des fumigènes et ont simulé une fusillade. Plusieurs ont perdu connaissance, fait des malaises et des crises de panique ».

Selon ce témoin, il semblerait qu'un des « cadres s'amusait à humilier les jeunes et à leur faire peur ». L'année dernière, le journal *LeCanard enchaîné* dévoilait que lors d'une session une vingtaine de jeunes avaient fait des malaises à Besançon et également à Nevers. Pareillement, une dizaine avait fait des malaises à Dieppe. Au total, 31 jeunes avaient fini leur stage aux urgences.

Cela étant, le coût du SNU est évalué à 3 milliards d'euros par an (au vrai,

6 milliards selon un rapport sénatorial).

« Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation nationale, qu'aux mains des militaires », estiment nombre de syndicalistes du corps enseignant. En effet, près de 3 500 euros seront dépensés pour chaque jeune lycéen mobilisé dans le dispositif SNU. Et ce, au moment où les établissements scolaires souffrent d'une pénurie de plusieurs milliers de professeurs, entraînant une dégradation des conditions d'apprentissage pour des centaines de milliers d'élèves.

« Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde », écrivent dans leur tract plusieurs organisations politiques et syndicales.

En tout cas, le Service national universel suscite un déluge de critiques virulentes. « SNU : c'est une certaine conception de l'engagement des jeunes... bien loin du militantisme solidaire, mais bien proche des organisations paramilitaires... », dénonce un syndicaliste de l'Éducation nationale. Le SNU a également fait bondir de nombreux parents, prêts à la désobéissance civile. Un parent d'élève s'est insurgé contre cet embrigadement militariste :

« Je ne veux pas qu'on mette la petite graine de l'ordre absolu dans la tête de ma fille. Il y a quelque chose de délétère là-dedans. Et je ne veux pas de militaires autour du champ de l'éducation, ces gens-là ne sont pas des émancipateurs. ».

Dans un contexte de réarmement impérialiste et d'embrigadement militariste de la jeunesse, outre les lycéens, le gouvernement Macron compte enrôler également des étudiants. Les étudiants sont encouragés à devenir réservistes pour l'armée française en échange de l'attribution d'une allocation de 2 500 euros par an pendant cinq ans, et le financement du permis de conduire. « À côté du militaire, il y a le civil et je souhaite que nous renforçons nos capacités à nous défendre face aux nouveaux risques à travers une mobilisation de la Nation tout entière et une augmentation des réservistes aux côtés des forces de sécurité intérieure », avait déclaré Macron lors de sa campagne électorale de 2022.

Voici l'avenir « radieux » offert par le gouvernement Macron à la jeunesse française : les carrières militaires, les champs de bataille, les fronts de guerre. Une jeunesse à laquelle la France belliciste n'offre que la paix des cimetières, c'est-à-dire la guerre, ou le

cimetière des usines, c'est-à-dire le chômage... ou comme le chante Desjardins « *Il faudra que tu meures si tu veux vivre mon ami* ».



Hitler voulait une jeunesse allemande « *dure comme l'acier* ». Macron veut façonner une jeunesse française idéologiquement sûre pour l'armée du grand capital mondial. Macron n'attend pas qu'elle soit « *dure comme l'acier* », mais *sûre-soumise-docile pour le sacrifice pour les riches*. Dans les deux régimes aux affinités totalitaires électives, le dessein est identique.

Khider MESLOUB